

## Le Chiffre : 103

C'est le nombre de militants mutualistes qui ont participé à la réunion Interrégionale Antilles-Guyane organisée le jeudi 5 février 2015 au Gosier en présence de Roland BERTHILIER, Secrétaire Général de la FNM, Philippe BRAGHINI, Directeur DEOM, René BARNAY, Président Union Régionale Martinique, Yves BHAGOOA, Président Union Régionale Guyane et Nestor BAJOT, Président Union Régionale Guadeloupe.

## AG UTL III Antilles-Guyane

L'Union Territoriale de Livre III Antilles-Guyane a vécu.

L'Assemblée Générale de l'UTLIII Antilles-Guyane du vendredi 6 février dernier a entériné le principe d'une UTLIII dans chaque département des Départements Français d'Amérique.

## Prévention et Promotion de la Santé

Le mardi 13 Janvier 2015 à 18h00, la Commission Départementale de Prévention en présence des Présidents des mutuelles affiliées à la Mutualité Française s'est réunie à l'Union Régionale. Un bilan de l'activité prévention 2014 a été présenté ainsi que la programmation 2015. Elle a également travaillé à l'élaboration de la Convention Triennale d'Objectifs et de Moyens (CTOM) 2016-2018.

## CPOM : 1<sup>ère</sup> signature

Après le dialogue de gestion qui s'est achevé à la fin de l'année 2014, le premier Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) va être signé entre la Fédération Nationale de la Mutualité Française et l'Union Régionale de Guadeloupe.

Ce contrat apporte plus de visibilité à l'action de l'UR.



## Le mot du Président

L'Interrégionale Antilles-Guyane était attendue comme l'évènement de l'année 2015. Elle a accueilli plus d'une centaine d'acteurs mutualistes de la grande région des Départements Français d'Amérique (DFA) qui trouvaient là

l'occasion d'exprimer leur ressenti sur le projet stratégique résumé dans le pré-rapport préparatoire au Congrès de Nantes des 10, 11, 12 juin prochains.

Les militants martiniquais et les guyanais sont venus nombreux faire entendre leur voix et ils l'ont fait de belle manière avec beaucoup de résonance. Les guadeloupéens n'étaient pas en reste et ont mis en avant leur vision de la mutualité de demain.

La Fédération avait fait le choix d'ouvrir cette rencontre à d'autres acteurs non mutualistes mais partenaires incontournables du système de santé qui avaient la lourde tâche de nous interpellier sur des problématiques relevant de leur sphère de compétence. Ainsi, la Ligue contre le cancer est-elle venue rappeler la forte prévalence des cancers dans notre grande région et l'insuffisance de leur prise en charge ainsi que la faiblesse de l'accompagnement de ceux qui en sont malheureusement les victimes souvent impuissantes car fréquemment désarmées devant la maladie.

L'Agence Régionale de Santé dont la mission est de répondre aux besoins de santé de la population, a bien mis en relief la nécessité de rassembler et mobiliser tous les acteurs publics et privés si l'on veut apporter une réponse adaptée aux attentes diverses et prégnantes de nos populations.

Chacun dans son coin, on ne peut réussir. Tous ensemble, on peut faire quelque chose.

A l'heure du bilan, on retient l'engagement de la Fédération de tenir compte des idées qui ont été exprimées en guise de contribution au débat.

On note ainsi l'impérieuse nécessité de faire respecter par les pouvoirs publics, le concept de mutuelle qui est une dénomination protégée par le Code de la Mutualité et réservée aux seules institutions qui pratiquent la non-sélection des risques, la non-lucrativité, la démocratie.

On retiendra aussi la grande vigilance dont le mouvement devra faire preuve à l'occasion de l'adoption du « nouveau code de la mutualité » qui ne devra pas se contenter d'être un vulgaire cavalier dédié à la transposition des nouvelles directives européennes de Solvabilité II même si leurs intentions sont par endroits très louables. Je vise par-là celles qui tendent à renforcer les droits de l'adhérent mutualiste qui est aussi un consommateur au sens de Bruxelles.

Nous avons aussi revendiqué une fiscalité des contrats mutualistes mieux adaptée aux réalités locales marquées par la faiblesse des revenus des populations de notre région. Une exonération totale des contrats solidaires et responsables souscrits par les adhérents d'outre-mer, aurait du sens si l'on veut vraiment leur faciliter l'accès à une complémentaire santé ou tout simplement leur éviter le renoncement aux soins.

Au-delà, notre Fédération devra nous accompagner plus fortement dans la création de Services de Soins et d'Accompagnement Mutualistes (SSAM) que les DFA sont les seuls à ne pas posséder.

Alors pour que cette belle Interrégionale ne soit pas un rendez-vous manqué, il nous faut nous donner les moyens de traduire dans les actes nos nombreuses résolutions.

Merci à tous ceux qui ont contribué au succès de cette Interrégionale et bonne lecture.

**Nestor BAJOT, Président**

## GROS PLAN

### Les Interrégionales de la Mutualité Française : Quelle Mutualité demain ?

Quel rôle pour les mutuelles dans le système de protection sociale ?

A quoi ressemblera la Mutualité demain ?

Toutes ces questions étaient au cœur de la réunion interrégionale Antilles-Guyane de la Mutualité Française qui s'est tenue le Jeudi 05 février 2015.

L'enjeu était très fort ! C'était l'occasion de préparer sur le terrain les lignes de force du prochain congrès de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) qui aura lieu les 11, 12 et 13 juin 2015 à Nantes.

C'était l'occasion de constater les avancées obtenues, parfois de haute lutte, comme pour la loi sur les réseaux de soins ou celle sur l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), avec ses dispositions sur la coassurance, mais aussi les déceptions sur les engagements non tenus par les pouvoirs publics, en particulier sur la fiscalité des mutuelles.

C'est dans le cadre de la Résidence Départementale du Gosier qu'étaient accueillis le Secrétaire Général de la Fédération Nationale de la Mutualité Française, Roland Berthilier, le Directeur de la Direction des Entreprises et Organismes Mutualistes de la FNMF, Philippe BRAGHINI et les nombreux militants mutualistes des trois Départements Français d'Amérique, Guyane, Martinique et Guadeloupe.

Deux personnalités extérieures au monde mutualiste (Dominique CHINGAN, Président du comité Guadeloupe de la Ligue Nationale contre le Cancer et Patrice RICHARD, Directeur de l'Agence Régionale de Santé Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy), ont interpellé les participants sur des thématiques de santé publique telles que la prise en charge des cancers et la problématique de l'accès aux soins aux Antilles-Guyane.

La volonté de sortir de l'entre soi ayant clairement été affichée, ces intervenants sont venus faire part de leur point de vue et nous enrichir de nouvelles connaissances,

ce qui n'a fait que nous conforter dans nos orientations et nos propositions pour un rôle plus affirmé et mieux reconnu des mutuelles par les pouvoirs publics

Face à ces défis, les interrogations ont porté sur la gouvernance des mutuelles et notamment les initiatives à prendre afin de renforcer le militantisme en incitant les jeunes à s'engager en mutualité.

Un appel à un lobbying plus offensif de la Fédération de la Mutualité Française a été lancé par de nombreux participants qui souhaitent que soient mieux défendues l'identité et l'appellation de la Mutualité, que soient également créées les conditions permettant aux petites mutuelles de renforcer leur collaboration et développer des actions de proximité.

Enfin des propositions très concrètes ont été formulées afin d'amplifier les actions de prévention des mutuelles, aider les familles en difficulté à bénéficier d'une complémentaire santé grâce à la diminution de la fiscalité pesant sur les mutuelles et réformer le Code de la Mutualité afin de mieux protéger les spécificités du mouvement.

Ces débats ont confirmé la volonté des mutuelles de ne pas être seulement des financeurs des dépenses de santé mais de participer activement aux évolutions qui touchent notre système de protection sociale.

Les militants mutualistes ont pu apporter leur contribution au pré-rapport du prochain congrès, débattre sur les conditions permettant de renforcer la mutualisation et endiguer le renoncement aux soins.

Après une matinée de travaux, l'interrégionale Antilles-Guyane s'est achevée par un moment de partage et de convivialité entre mutualistes.

**Christelle NORBERT,**  
Chargée de mission



## ➔ Paroles de militants mutualistes

**Roger-Gabriel PRUDENT,**  
Harmonie Fonction Publique  
Comité Martinique

« La résidence départementale est un site exceptionnel. Je tiens à saluer la richesse des propositions formulées par les militants mutualistes et la qualité des interventions de Messieurs CHINGAN, Président du Comité Guadeloupe de la Ligue contre le Cancer et RICHARD, Directeur de l'Agence Régionale de Santé ».

**Sonia DARIVON, MGEFI**  
Comité Guyane

« Je suis une jeune militante qui découvre le mouvement mutualiste. Cette Interrégionale Antilles-Guyane était pour moi l'occasion de faire une mise au point de mes connaissances sur les différents aspects traités dans le pré-rapport ».

**Marlène URANIE,**  
Mutuelle des Douanes  
Comité Guadeloupe

« J'ai apprécié le côté pédagogique de cette rencontre. Je remercie particulièrement Monsieur CHINGAN de la Ligue contre le Cancer qui nous a permis de découvrir le rôle de cette institution ainsi que son champ d'action ».

## ➔ 3 Questions à Roland BERTHILIER, Secrétaire Général de la FNMF

### G.P./ Quelle était la finalité de ces rencontres Interrégionales ?

R.B/ La finalité est de construire les propositions qui seront faites au Congrès de Nantes des 11,12 et 13 juin prochains. Le Conseil d'Administration de la FNMF a élaboré un pré-rapport que l'on porte dans l'ensemble des régions pour le discuter, l'enrichir et l'orienter différemment, le compléter. Il s'agit également de prendre en compte les spécificités régionales que l'on n'aurait pas en tête depuis la rue de Vaugirard (1) et puis essayer de construire ensemble quelque chose qui nous rassemblera.

### G.P/ Quel regard portez-vous sur la tenue des débats ? Qu'en retenir-vous ?

R.B/ Les débats ont été francs et directs. Les échanges montrent bien les difficultés qui sont devant nous : l'organisation des soins sur les territoires, la proximité qui est vraiment un point souligné, le rôle de la Fédération.

On compte beaucoup sur la Fédération, bien qu'il y ait des regroupements entre de gros opérateurs, pour créer de la cohésion, porter des messages à l'extérieur et faire entendre les positions du mouvement.

### G.P/ Quelle sera la suite de ces travaux ?

R.B/ La suite c'est le congrès. En congrès on va débattre de tout cela. Il y aura des plénières qui rassembleront tout le monde et des forums. On a voulu vraiment rendre ce congrès participatif en organisant ces forums et ces ruches. Les ruches, c'est la nouveauté. Cela va phosphorer. On essaiera de sortir des idées puis mettre tout cela en commun à la sortie du congrès pour avoir vraiment du grain à moudre. Il faudra se mettre au travail dès septembre pour redéfinir le rôle de la Fédération, pour moderniser nos mutuelles et leur donner des outils, pour aller plus loin et se développer.

(1)Siège de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF).



Propos recueillis par Gérard PROTO

## ➔ Présentation du pré-rapport du 41ème Congrès

Le pré-rapport du 41ème Congrès de la Mutualité Française, intitulé **UTILITÉ SOCIALE, JUSTICE, EFFICACITÉ : UNE AMBITION POUR LES ENTREPRISES MUTUALISTES**, est destiné à nourrir les débats préparatoires du Congrès de la Mutualité prévu en juin 2015 à Nantes.

Ce pré-rapport de 28 pages évoque dans une première partie la place et le rôle des mutuelles dans le système de santé en faisant un retour sur les soixante années qui ont suivi la création de la Sécurité Sociale et la place des mutuelles dans ce nouveau contexte. L'analyse des réformes récentes (depuis 2008 et surtout depuis le précédent Congrès en 2012) montre une tendance à l'étatisation et à la restriction des marges de manœuvre des mutuelles.

Les deuxième et troisième parties tirent les leçons de cette tendance de fond et interrogent sur le rôle et les missions des mutuelles dans le champ de la protection sociale et les services rendus à leurs adhérents. Elles présentent les objectifs que le mouvement mutualiste pourrait se donner en tant qu'acteur global de santé et de protection sociale.

Chemin faisant, elles proposent une première piste de voies et moyens permettant aux mutuelles de relever le défi. Ce sont à la fois ces objectifs et ces conditions qui sont au cœur des réflexions menées dans la perspective du Congrès de Nantes.





# ACTUALITES GENERALES

## ➔ Rapprochement MGEN/Harmonie Mutuelle

La recomposition du paysage mutualiste se poursuit avec le rapprochement stratégique entre la MGEN et Harmonie Mutuelle qui sont aujourd'hui les deux plus grandes mutuelles de santé françaises, tant en assurance de personnes que pour la gestion de services sanitaires, sociaux et de petite enfance.. Le 12 janvier dernier, Thierry BEAUDET (président du groupe MGEN) et Joseph DENIAUD (président d'Harmonie Mutuelle) ont signé une lettre d'intention par laquelle le groupe MGEN et Harmonie Mutuelle se donnent pour objectif de créer, fin 2015, début 2016, une organisation commune qui pourrait prendre la forme d'une UMG. La nouvelle structure permettra le développement des deux mutuelles, dans le respect de leur identité respective. Elle portera une « stratégie unique définie

en commun (...) dans une logique de solidarité croissante entre ses initiateurs ». Politiquement, les deux mutuelles défendent une même vision de la protection sociale et du système de santé français et sont de fervents promoteurs du modèle mutualiste. Acteurs globaux de santé, ils entendent agir sur le système de santé lui-même et pas seulement sur son financement. Économiquement, leurs complémentarités sont évidentes : le groupe MGEN, spécialiste de l'assurance individuelle pour la fonction publique, dispose d'une implantation égale sur l'ensemble du territoire tandis qu'Harmonie Mutuelle, leader en assurance collective d'entreprise, est très solidement ancrée dans certaines régions.

## ➔ Gestion de l'Assurance Maladie Obligatoire

Dans un rapport sur les coûts de gestion de l'assurance maladie du 15 décembre 2014, l'Inspection Générale des Finances (IGF) et l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) concluent à la fin de la gestion de l'assurance maladie obligatoire des fonctionnaires par leurs propres mutuelles. La conclusion des inspections est d'autant plus incompréhensible que le rapport démontre au contraire que « la gestion combinée du régime obligatoire et du régime complémentaire présente différents types d'avantages » : guichet unique, gestion du

risque ou de la prévention mieux ciblée, plus grande sécurité des prestations versées. D'ailleurs, « 89 % des fonctionnaires se déclarent satisfaits ou très satisfaits de l'organisme qui gère leur assurance maladie et 86 % se disent attachés à leur régime particulier d'assurance maladie et à sa gestion ». Mais, dans le contexte actuel de recherche d'économies et de baisse des dépenses publiques, le gouvernement pourrait être tenté de suivre les conclusions du rapport. La Mutualité doit donc se montrer vigilante sur ce dossier.

## ➔ Généralisation du tiers payant

L'opposition des syndicats de médecins est toujours aussi virulente à propos de cette mesure que certains appliquent déjà pourtant. Au cœur des revendications figurent non seulement une réévaluation de 23 euros à 25 euros du tarif de la consultation, mais surtout le retrait de la mesure phare de la loi santé de Marisol TOURAINE : la généralisation du tiers payant. Avec ce dispositif déjà adopté dans 25 des 28 pays membres de l'Union européenne, les assurés n'auraient plus rien à avancer. Les médecins seraient payés directement par l'assurance maladie et les mutuelles. Or, c'est justement ce qui les effraie le plus : compte tenu du nombre élevé de complémentaires, beaucoup redoutent des retards de paiements dus à des difficultés techniques.

Les mutuelles réfutent cependant les griefs de complexité administrative évoqués par les syndicats de médecins autour

du tiers payant. Une fois le nouveau système de carte Vitale opérationnel, « il sera aussi facile de régler sa consultation qu'avec une simple carte bancaire », assure le président de la Mutualité Française. Etienne CANIARD qui s'engage « à ce qu'il n'y ait pas de charge administrative supplémentaire pour les professionnels de santé » afin d'obtenir leurs remboursements. « Pourquoi ce qui fonctionne pour l'ensemble des achats chez tous les commerçants avec des centaines d'établissements bancaires, ne fonctionnerait pas pour la santé ? », ajoute-t-il. L'inquiétude des syndicats de médecins vient peut-être du fait que la généralisation du tiers payant risque de « révéler certaines pratiques », notamment en matière de dépassements d'honoraires.

Pour Etienne CANIARD, la généralisation du tiers payant est « une mesure de bon sens, qui s'imposera d'elle-même ».

## ➔ Solvabilité II

Le volet gouvernance de la directive européenne de 2009 qui doit être transposée en droit français d'ici au 31 mars 2015 pour une entrée en vigueur le 1er janvier 2016, constitue un véritable défi pour le secteur mutualiste. Ce texte définit en effet « un système de gouvernance qui vise à garantir une gestion saine et efficace de l'activité ». Parmi les principes qu'il établit, on note en particulier « des organes de gouvernance renforcés, « des dirigeants effectifs clairement désignés et répondant à des exigences de compétence et d'honorabilité » et la mise en place de « fonctions clés qui doivent garantir un suivi efficace et approfondi des risques ». Le secteur mutualiste craint de se voir imposer le choix des dirigeants effectifs, à

l'image de ce qui a été décidé dans le secteur bancaire, où les dirigeants effectifs sont le directeur général et le directeur général délégué. Ce serait une remise en cause de la légitimité conférée par l'élection aux administrateurs et, conséquemment, du fonctionnement démocratique des mutuelles. La directive européenne souligne également la nécessaire professionnalisation des dirigeants et des administrateurs, qui devront faire la preuve de leur capacité à appréhender des questions particulièrement techniques. Les mutuelles doivent maintenant se saisir des différents éléments de la directive et s'interroger sur la meilleure manière de s'y conformer.

# VIE MUTUALISTE

## FORMATION

### Atelier « Mieux maîtriser son écrit professionnel »

« Communiquer avec leurs adhérents est d'une importance vitale pour tous les organismes de l'économie sociale dont les Mutuelles ».

Comment mieux maîtriser son expression dans ses écrits professionnels ? Tel était le thème de la formation proposée aux élus de la Mutualité Française de Guadeloupe les 21 novembre, 8, 12 et 19 janvier 2015 par Barbara LEAUSTIC, BFL Formation.

A travers les documents administratifs couramment utilisés par les élus, l'attention a été portée sur les caractéristiques d'un « bon écrit administratif » :

- Le respect et la courtoisie à l'égard des usagers
- Le « mot juste et précis »
- L'objectivité et la neutralité
- La prudence et la responsabilité juridique d'un écrit

Au cours de ces échanges fructueux, les 14 participants ont été invités à faire part de leurs pratiques et expériences.



Séminaire de formation  
« Maîtriser son écrit professionnel »  
Novembre 2014 / Janvier 2015

Barbara LEAUSTIC, Formatrice Consultant

## COMMUNICATION

### La campagne de communication de la Mutualité Française : " Et si on partageait nos idées ? # RDV SOLIDAIRES " fait le buzz.

La campagne de communication : " Et si on partageait nos idées ? # RDV SOLIDAIRES " lancée au mois d'octobre dernier connaît un vif succès sur la toile.

L'épisode 5 de la web série " Et si on parlait de la complémentaire santé des séniors ?" est diffusé et médiatisé depuis le 09 février.

La campagne du mois de mars portera sur la généralisation du tiers payant.

Grâce à ces animations, la différenciation mutualiste est mise en valeur sur un ton décalé et pédagogique. Depuis le début de cette opération, les 4 premiers épisodes ont été vus au total par plus de 9 millions de personnes, soit 1,8 million en moyenne pour chaque épisode. Cette campagne qui s'achèvera au mois de mai prochain a été relayée dans la Région Antilles-Guyane, via le site internet de France-Antilles et le site de l'Union Régionale de Guadeloupe

<http://www.guadeloupe.mutualite.fr/Actualites/Et-si-on-partageait-nos-idees-RDVsolidaire-octobre-2014>.

Découvrez l'épisode n°5 de notre websérie  
#RDVsolidaire - Et si on parlait des  
complémentaires santé des séniors ?  
09.02.2015



Pour que les personnes âgées bénéficient d'une complémentaire santé à tarifs accessibles, les mutuelles répartissent les risques sur l'ensemble de leurs adhérents. Découvrez avec Lucien pourquoi les séniors préfèrent les

mutuelles ! Pour visionner ce nouvel épisode, [cliquez ici](#).

Gérard PROTO,  
Responsable Commission Communication

## Les Journées de la Communication et de l'Information mutualiste : Le rendez-vous annuel des communicants de la Mutualité Française.

Les journées de la communication et de l'information mutualiste se sont déroulées le 20 janvier dernier à la FNMF sur le thème de "la mutualité à l'heure du virage numérique".

Les nouvelles tendances de communication des banques et assurances, la campagne " Et si on partageait nos idées ? # RDV SOLIDAIRES " conduite sur le web par la Mutualité Française et l'intégration du virage numérique dans une stratégie d'influence étaient à l'ordre du jour de la plénière du matin. L'après-midi a été consacré à des travaux en ateliers portant sur la découverte des réseaux sociaux, le basculement des médias sur les supports numériques, le développement de l'influence mutualiste sur twitter et les bonnes pratiques de partenariat et de mécénat en mutuelle.

Introduit par Emmanuel ROUX, Directeur Général de la FNMF et François RAUCH, Directeur de l'information et de la communication, cette rencontre annuelle qui rassemble les responsables de communication du mouvement permet de confronter les expériences des uns et des autres. Il s'agit également de s'assurer de la cohérence de mise en œuvre de la stratégie de communication du Mouvement.

Les supports relatifs aux thématiques traitées au cours de ces journées sont disponibles sur [www.mutweb.fr](http://www.mutweb.fr).

### PREVENTION

#### 1<sup>ère</sup> édition du Parcours Santé et Bien-être Dimanche 14 Décembre 2014 - Gourbeyre

Dans le cadre des actions de prévention de la Mutualité Française de Guadeloupe, la commune de Gourbeyre a accueilli la première édition du Parcours Santé et Bien-être sur la plage de Rivière-sens, le dimanche 14 décembre 2014, organisée en collaboration avec l'association Acajou Alternatives et la ville de Gourbeyre.

Entre mer et montage, le village santé s'est installé pour un programme proposant marche, activités physiques et stands d'information et/ou de dépistages santé, pour une journée de sensibilisation en direction des adhérents mutualistes et plus largement de la population guadeloupéenne.

Notre installation a suscité la curiosité des riverains qui prennent possession de la plage dès 4h du matin, nous emmenant ainsi à tisser des liens et à expliquer notre démarche de promotion pour la santé ainsi que notre organisation mutualiste.

205 participants à la marche longeant le littoral, 298 visiteurs sur les différents stands, 31 intervenants pour assurer l'animation, l'information et les dépistages ont permis la réussite de cette manifestation répondant ainsi aux missions de la Mutualité Française de Guadeloupe.

Tout au long de cette journée, les valeurs mutualistes portées par les 27 mutuelles composant la Mutualité Française Guadeloupe étaient au rendez-vous :

- La solidarité : la marche a donné lieu à une démonstration de la participation possible d'une personne à mobilité réduite avec l'association Tigligli, la mixité des âges,
- Le bénévolat : les administrateurs de l'Union Régionale ainsi que les membres de l'Association Acajou Alternatives ont

assuré l'encadrement et le bon déroulement de cette journée avec rigueur et convivialité,

- La responsabilité : les différents ateliers d'activités physiques (Gwo-ka, Fitness, Zumba...) ont contribué à sensibiliser les participants à la nécessité de prendre soin de leur santé,

- L'intérêt collectif : les participants sont mutualistes ou pas, le village santé participe ainsi à notre vision d'économie sociale et impacte tous les axes de la mutualité (image, adhérents, notoriété).

Sous l'ombre des amandiers, les ateliers gwo-ka, fitness, gymnastique douce et zumba se sont succédés pour promouvoir l'activité physique ; les stands d'information et de conseils sur l'alimentation, les addictions, les cancers, le maintien de l'autonomie ont répondu aux interrogations des participants ; les stands de dépistage du diabète, VIH-SIDA via le TROD et de l'hypertension artérielle ont accompagné par leurs conseils toutes les personnes volontaires.

Sourire, sérénité, partage, respect, complémentarité ont ponctué les relations entre organisateurs, participants et intervenants, sur ce village santé et ainsi contribué à son bon déroulement tant au niveau de l'accueil, de l'animation, de la coordination des différentes activités.

Au-delà du programme retenu, les discussions empreintes de convivialité entre participants ont permis de tisser de véritables liens humains et de mesurer un taux de satisfaction important nous invitant à envisager le deuxième Parcours Santé et Bien-être en décembre 2015.



Martine CESAIRE-GEDEON,  
Secrétaire Générale



## LA PREVENTION EN IMAGES



*Atelier « Bien manger, bien vieillir »  
23 Septembre 2014 – Grand-Bourg*



*« Salon des séniors »  
15 Octobre 2014 – Gourbeyre*



*Conférence « Dénutrition des séniors »  
17 Octobre 2014 – Port-Louis*



*« Santé et bien-être au quartier »  
25 Octobre 2014 – Pointe-à-Pitre*



*Conférence « Le Médicament »  
14 Novembre 2014 – Petit-Bourg*



*Déjeuner-débat « Diabète et malvoyance »  
30 Novembre 2014 – Petit-Canal*



*Conférence « Obésité infantile »  
5 Décembre 2014 – Capesterre B/Eau*



*« Dépistages en quartier »  
22 Novembre 2014 – Baie-Mahault*



*Parcours Santé et Bien-être – 14 Décembre 2014 – Gourbeyre*

## à suivre

### Mercredi 27 Mai 2015 : 18<sup>ème</sup> édition du Relais Interentreprises



L'équipe SGBA – ATSCAF – Mutualité Française Guadeloupe est arrivée quarante troisième au classement général en 2014. Forts de ce résultat, nous nous engageons avec plus de motivation pour continuer sur notre lancée et rééditer notre performance voire l'améliorer pour l'édition 2015. Notre ambition n'est pas de gagner mais de participer afin de mettre en avant les bienfaits du sport pour la santé. C'est aussi l'occasion d'affirmer nos valeurs. Plus de 60 équipes s'élanceront des Abymes en passant par Pointe-à-Pitre, Morne-A-L'eau et Petit Canal pour arriver sur la plage du Souffleur à Port-Louis. Nous comptons sur vos encouragements tout au long du parcours afin de porter l'équipe jusqu'à la ligne d'arrivée. Pour plus d'information, rendez-vous sur [www.guadeloupe.mutualite.fr](http://www.guadeloupe.mutualite.fr) et sur [www.rie27mai.com](http://www.rie27mai.com).



Equipe SGBA-ATSCAF-Mutualité Française  
Edition 2014

## Agenda

**Jeudi 05 Février 2015 – 9h00**  
Réunion Interrégionale Antilles-Guyane  
« **Quelle mutualité demain ?** »  
Gosier

**Vendredi 06 Février 2015 – 9h00**  
« **AG UTL III Antilles-Guyane** »  
Pointe-à-Pitre

**Jeudi 12 Février 2015 – 10h00**  
Atelier  
« **Prévention de la dénutrition des séniors** »  
Grand-Bourg – Marie-Galante

**Mardi 3 et jeudi 5 Mars 2015**  
**8h00 – 11h15**  
Ateliers  
« **Sé sa la tè ka poté ban nou** »  
Ecole élémentaire La Jaille – Baie-Mahault

**Mardi 3 Mars 2015 – 15h00**  
Conférence-débat  
« **L'alimentation des enfants, parlons-en** »  
Ecole élémentaire La Jaille – Baie-Mahault

**Samedi 14 Mars 2015 – 14h00**  
Journée de sensibilisation  
« **Mars bleu** »  
Lamentin

**Dimanche 12 Avril 2015 – 7h30**  
Journée de sensibilisation  
« **Parcours du cœur** »  
Saint-Félix - Gosier

**Samedi 18 Avril 2015 – 18h00**  
Conférence-débat  
« **Le Médicament** »  
Baie-Mahault

### La Lettre de la Mutualité de Guadeloupe

Imm.BDAF-N°39 - Bd Légitimus 97110 POINTE-A-PITRE - Tél : 0590.90.35.91- Fax : 0590.91.32.59

MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE – UNION REGIONALE, organisme régi par le Code de la Mutualité

Directeur de la publication : Nestor BAJOT - Coordination générale : Gérard PROTO - Rédacteur en chef : Antony JEAN

Rédacteur en chef adjoint : Gérard PROTO

Rédacteurs : Nestor BAJOT – Emmanuel HENRY – Martine CESAIRE-GEDEON – Christelle NORBERT - Barbara LEAUSTIC

Secrétaire de rédaction: Cindy JACQUET-CRETIDES

Réalisation: MUTUALITE FRANÇAISE DE GUADELOUPE - Relations presse : Géadesse GASPARD